

POUR UNE RÉVOLUTION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE: UN PROJET COMMUNISTE

**Michel Bernier (39), Joël Couvé (31), Asmar Nasser (38), François Simon (38),
Stéphane Vasseur (94)**

Le Parti Communiste Français s'est construit en 1920 sur deux piliers : la révolution par la transformation sociale et la paix. Ces deux piliers sont toujours d'actualité et nous devons les porter haut et fort.

Alors que se profile la menace d'une guerre atomique plongeant l'humanité dans l'hiver nucléaire, la perspective d'un effondrement des écosystèmes liés à la biodiversité se rapproche dangereusement.

Face à l'urgence climatique et sociale, il nous faut ajouter un troisième pilier : l'écologie.

Depuis plusieurs décennies, les scientifiques du monde entier, toujours plus nombreux, documentent, informent et alertent sur le réchauffement climatique en cours.

Les périodes de canicules, de sécheresses, d'inondations se succèdent et leurs rythmes s'accroissent.

Les activités humaines sont à l'origine de ces dérèglements climatiques qui touchent en premier lieu les classes populaires et les plus fragiles.

L'accélération de ce réchauffement remonte principalement au développement de l'ère industrielle. Depuis le milieu du 19^{ème} siècle, le capitalisme, sous ses différentes formes, a exploité et exploite la nature et les travailleur.es. La nature en pillant les ressources naturelles nécessaires à la création de toujours plus de profits, les travailleur.es en exploitant leur force de travail.

Cette course effrénée au profit, sous-tendue par le maintien d'un mode de production et de consommation tournant le dos à la satisfaction des besoins sociaux, engendre l'augmentation exponentielle des Gaz à Effet de Serre (GES), de pollutions multiples, de désastres environnementaux et provoque la misère pour une grande partie de l'humanité.

La soi-disante société de consommation, la mondialisation des échanges n'ont apporté qu'un bien-être artificiel.

Au lieu de favoriser les coopérations internationales fondées sur le respect de l'intérêt mutuel, la mondialisation des échanges a renforcé les inégalités sociales. De très nombreuses populations ont été colonisées et décimées, leurs terres ont été pillées pour satisfaire les besoins sans limites des industriels occidentaux.

Le réchauffement climatique en cours menace l'humanité dans son ensemble, Toutes les régions du globe sont concernées par ces dérèglements. Les déplacements de populations vont s'amplifier, les guerres se multiplier. La ressource en eau douce se raréfie et engendre des conflits. Les classes populaires et les plus précaires en sont les premières victimes. En France, 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Ce nombre ne fait qu'augmenter.

«A ce capitalisme prédateur, Marx oppose une double révolution : écologique et sociale» souligne Henri Pena-Ruiz. Il pose les fondements de l'écologie politique moderne à partir du constat que l'écologie sans le social et le social sans l'écologie constituent une double impasse.

Face aux conséquences du réchauffement climatique, les plans d'adaptation des gouvernements successifs ont été et sont bien en deçà des besoins.

Une politique révolutionnaire passe nécessairement par l'écologie. Dans une France à +4° de température, les jours heureux deviennent un horizon inaccessible.

L'accélération du réchauffement climatique nous impose de lier clairement l'écologie et le social. L'expression «l'environnementalisme sans la lutte des classes c'est du jardinage !» (Chico Mendes, militant syndicaliste brésilien) contient une part de vérité indiscutable.

L'originalité de l'apport du PCF dans la définition d'une révolution sociale et écologique tient précisément à cette référence à la lutte des classes. Lutte des classes que nous percevons à la fois comme une clé irremplaçable de compréhension du monde et comme un point d'appui indispensable dans notre combat contre le capitalisme et sa logique prédatrice pour l'humanité et son environnement. Mais penser et laisser croire que la lutte des classes pourra, à elle seule, répondre à tous les défis posés par le réchauffement climatique est une illusion.

Pour relever ces défis climatiques, le Parti Communiste propose une réponse politique et met en débat son plan «Empreinte carbone 2050» qui aborde concrètement les différents aspects de la société et de son organisation. Il est le seul parti qui propose un changement économique, social et écologique en rupture avec le capitalisme.

L'efficacité de l'action révolutionnaire implique une intensification des mobilisations sociales et un élargissement de la démocratie à tous les niveaux afin de faire des citoyennes et citoyens des acteurs politiques à part entière, en rejetant toute forme de manipulation du débat. Les différentes conventions citoyennes organisées jusque-là, ont montré que les participants n'entendaient pas être considérés comme des éléments de décor dans la mise en scène de la communication présidentielle. La non prise en compte, au plus haut sommet de l'Etat, de la très grande majorité de leurs propositions, surtout lorsque celles-ci remettaient en cause les intérêts capitalistes, est révélatrice.

On ne peut pas non plus cantonner les citoyens au rôle de lanceurs d'alerte, limiter leur action à une délégation de pouvoirs, à la signature de chèques en blanc aux élus et responsables politiques, chargés de mettre en forme des propositions alternatives. Les habitants doivent être corédacteurs de ces propositions.

Une très forte attente des populations s'exprime dans ce domaine, à laquelle nous devons répondre impérativement. Pour cela, il convient d'imaginer de nouvelles formes démocratiques permettant, dans la pratique, d'associer de façon effective les populations à l'élaboration d'une stratégie alternative, en rupture avec la logique capitaliste, qui concilie la justice sociale et la préservation de l'environnement.

La mission première des communistes est de favoriser, partout où ils se trouvent, l'éveil des consciences. Dans la conception d'un projet communiste pour l'écologie, les militants doivent assurer une double fonction de médiation et de synthèse.

Médiation entre les scientifiques, d'une part, dont les travaux de recherche se fondent sur des bases rationnelles, dont les observations et recommandations sont soumises en permanence à l'échelle internationale au débat de la communauté scientifique, et les populations d'autre part, dont l'expérience de vie et de travail, le lien profond qu'elles entretiennent avec le monde animal et végétal ainsi qu'avec l'environnement façonné par l'homme, sont tout aussi indispensables et déterminants dans les choix politiques à opérer.

Synthèse, enfin, pour formuler des propositions politiques, prenant en compte à la fois les différentes options exposées par les scientifiques et les priorités des populations, soumises les unes et les autres à un examen critique. Cette démarche est indispensable pour entraîner le plus grand nombre de nos concitoyen.es à prendre part à cette révolution.

La nouvelle industrialisation de la France est essentielle pour répondre aux défis sociaux et écologiques. Il ne s'agit pas d'un retour à un état antérieur en prônant le productivisme du siècle dernier mais de répondre aux besoins de l'humanité à partir du réel et des grands défis environnementaux, dont celui du climat qui est le plus structurant.

En France, l'industrie représente 19% des émissions territoriales de gaz à effet de serre, qui ont décliné de moitié depuis 1990. Cette diminution est essentiellement due à la désindustrialisation du territoire plutôt qu'à une décarbonation du secteur, et de façon concomitante les émissions importées ont augmenté pour passer de 38 à 51% entre 1995 et 2021.

L'industrie doit permettre de fournir des produits sains, accessibles, durables, élaborés et fabriqués dans des conditions dignes pour les travailleuses et travailleurs. Ce qui implique la relocalisation des productions, la réappropriation publique de filières stratégiques, la transition énergétique, le développement de l'économie circulaire ainsi que les circuits courts.

Cette nouvelle industrialisation conduira le pays sur de nouvelles voies:

– une voie économique aboutissant, entre autres, au nécessaire rééquilibrage de notre balance commerciale dans la plupart des secteurs. Elle nécessitera la mise en place d'un pôle public d'investissement dédié à la réindustrialisation et à la décarbonation de l'industrie, et le renforcement des réglementations de protectionnisme climatique (taxe carbone aux frontières et bonus/malus automobile, notamment). Se contenter d'attirer des investisseurs, principalement étrangers, pour créer de nouvelles usines est une politique peu résiliente.

– une voie sociale. Actuellement, dans l'industrie la moyenne des salaires est de 20% supérieure à celle des services; de plus, un emploi industriel génère trois à quatre emplois dans le reste de l'économie.

– une voie démocratique. Les travailleurs, acteurs premiers du changement, devront disposer de nouveaux pouvoirs. Pour contrer l'exploitation capitaliste qui ravage le vivant, il est impératif que les salariés puissent faire de la production une activité créative qui la mette en adéquation avec les besoins humains, et ce dans le respect de l'environnement. La satisfaction des besoins doit s'émanciper du faux débat croissance/décroissance.

– une voie écologique de sobriété enfin. Certains types de consommation, tels que le textile, doivent être remplacés par des biens de qualité produits en France à prix maîtrisés.

Plus que jamais, l'activité humaine devient une source majeure de changements de la planète. La pression sur les ressources et l'environnement s'est aujourd'hui accélérée, au point que son impact est comparable à toutes les forces géologiques naturelles réunies et en devient insupportable. Cette crise se traduit par un réchauffement climatique et une menace inédite sur les écosystèmes (les précédentes extinctions de masse se faisaient sur des échelles de temps beaucoup plus longues).

Pourtant, les représentants politiques et médiatiques les plus zélés du capital remettent en cause les analyses partagées par la quasi totalité de la communauté scientifique. Les forces du capital et leurs relais néoréactionnaires par leur doctrine des «lumières sombres», s'opposent aux idées des Lumières du XVIII^e siècle, et un peu partout dans le monde s'acharnent à discréditer les travaux du GIEC, dans le seul but de masquer et contester leurs responsabilités accablantes dans le réchauffement par leur recherche de profits à tout prix, en exploitant les humains et la nature quelles qu'en soient les conséquences.

La lutte contre le dérèglement climatique est le premier défi lié à la crise écologique et celle-ci doit être menée à l'échelle mondiale. Le dérèglement climatique appelle des mesures fortes. Il suppose d'affronter les lobbies, d'engager des dépenses majeures (à hauteur de 6% du PIB pendant 20 ans, selon les préconisations du GIEC), d'agir en internationalistes

pour la réduction des inégalités globales devant les conséquences du réchauffement déjà à l'œuvre.

L'autre défi majeur est celui de la préservation de la biodiversité. Face à cette crise de la biodiversité, certains scientifiques affirment même que la Terre est actuellement au seuil d'une 6^e extinction de masse. Le changement climatique, la dégradation des écosystèmes par les pollutions globales, la destruction des habitats naturels, la déforestation ainsi que la surpêche en sont les principales responsables. Les émissions massives de dioxyde de carbone (CO₂) sont directement responsables du dérèglement climatique, accentuant ainsi la pression sur le monde vivant, mais elles provoquent également une acidification des océans faisant peser de graves menaces sur l'ensemble de la biodiversité marine.

Un autre défi encore qu'il convient de relever, est le risque d'apparition de nouvelles maladies infectieuses avec le dérèglement climatique (ou la résurgence de maladies préhistoriques avec le dégel du permafrost). Nous avons vu avec la pandémie du COVID-19 que notre système de santé n'est pas suffisamment robuste !

Citons également les menaces engendrées par divers polluants: métaux lourds, polluants persistants (PFAS), perturbateurs endocriniens et microplastiques. Ces derniers se retrouvent dans nos organismes y compris dans le cerveau.

L'économie de l'offre depuis deux siècles a toujours été à l'origine de crises de surproduction suivies de gâchis et de misère pour le plus grand nombre. La crise de 1929 en est l'exemple le plus dramatique. Pour assurer des profits toujours plus grands, le capitalisme crée des besoins artificiels. En 2024, plus de 1000 milliards de dollars ont été consacrés à la publicité pour alimenter un consumérisme qui ne rend pas forcément heureux. Le « capital social » en revanche est corrélé avec le bonheur. C'est l'ensemble des réseaux, sportifs, culturels, de voisinage dans lesquels est intégrée une personne.

Aujourd'hui la financiarisation justifie cette économie de l'offre, sans répondre aux besoins et elle est porteuse de nouveau krachs boursiers. A partir du milieu des années 1990, sous la pression du GATT (ancêtre de l'OMC), les marchés des matières premières ont été progressivement dérèglementés créant un marché de la « spéculation alimentaire ». A partir de 2006, les banquiers et les traders ont retiré des milliards de dollars qu'ils avaient placés dans l'immobilier pour les investir notamment dans les marchés financiers alimentaires. Quatre multinationales contrôlent 70 à 90% du marché mondial des céréales (ministère de l'agriculture). Alors que la production alimentaire augmente davantage que la population depuis 2019, l'insécurité alimentaire augmente même dans les pays de l'OCDE (SOURCE : FAO. 2024. FAOSTAT). En France, 14% de la population fait face à de fortes contraintes et concentrent les divers aspects de la précarité alimentaire, les femmes et les jeunes étant les plus touchés (sources CREDOC 2025).

L'objectif d'une économie des besoins est d'assurer à toutes et à tous au minimum la satisfaction des besoins fondamentaux : bien manger, se soigner, se loger, se vêtir, se former, se déplacer, accéder au numérique et se cultiver. Les services publics jouent un rôle essentiel pour satisfaire les besoins d'éducation, de santé, de transport, et de logement. Si leur financement était suffisant, ils pourraient assurer l'égalité entre tous les citoyens tout en répondant aux besoins; une économie peut permettre de faire le choix d'un développement soutenable en mettant en œuvre des critères sociaux et écologiques.

Les besoins à satisfaire doivent être définis par les populations en respectant au moins deux principes:

- un principe d'égalité : toute personne doit pouvoir satisfaire ses besoins, si elle le souhaite.
- Ces besoins doivent s'inscrire dans l'économie circulaire respectant donc des critères sociaux et écologiques.

Un contre exemple à ne pas suivre : une société s'est lancée dans la perspective d'offrir des séjours dans des hôtels de luxe sur la lune !!! Jusqu'en 2015, moins de 200 satellites étaient

lancés par an. Depuis les chiffres ont explosé : 2903 en 2023 et 4510 en 2025, pour l'essentiel à des fins commerciales. Pour faire des profits, polluer la terre ne suffit plus : on assiste aujourd'hui à la pollution de l'espace !

Les ressources de la Terre étant limitées, une économie circulaire est donc indispensable. Globalement l'économie mondiale est linéaire : d'un côté elle épuise les ressources ; de l'autre elle accumule les déchets. En particulier, l'extraction des métaux est polluante et nécessite beaucoup d'eau, d'énergie et de surface pour entreposer les déchets. Par exemple pour le cuivre, la teneur du minerai est de 0,7 %. Pour produire 7 kg de cuivre, on produit une tonne de déchets. Tous ces déchets sont stockés dans des barrages. Chaque année, un ou deux barrages se rompent et répandent des flots de boues toxiques dans la nature, provoquant quelques morts voire plusieurs centaines. En France en 2022, 345 458 millions de tonnes de déchets ont été produits dont 11 392 dangereux dont seulement la moitié est recyclée (sources : recyclage des déchets SDES).

Une économie circulaire s'appuie sur des cycles naturels. Par exemple pour l'eau, après usage, elle doit être réinjectée dans la nature au moins dans l'état où elle a été prise et dans des lieux et des conditions tels qu'elle puisse continuer le cycle naturel. Le recyclage des déchets étant limité, il est nécessaire de le compléter par un effort important sur l'écoconception. D'abord concevoir les objets pour faciliter leur recyclage ultérieur, concevoir des objets plus durables et faciles à réparer et mettre un terme à l'obsolescence programmée.

Pour répondre aux besoins sociaux et aux défis écologiques, il est nécessaire de transformer profondément l'économie. Certaines productions devront être supprimées, d'autres seront lancées. Il est donc indispensable de garantir la continuité du salaire pour les travailleurs qui perdraient leur emploi et d'assurer les formations pour leur reconversion. Une telle transformation ne peut réussir sans un développement des luttes sociales et une démocratie élargie. Cette démocratie doit se situer à tous les niveaux, du local au national, dans les villages, les quartiers, les services publics, les entreprises. Les conventions citoyennes, en particulier sur le climat, ont montré que des gens tirés au hasard étaient capables d'intervenir avec pertinence dans le débat public.

Pour organiser la satisfaction des besoins communs tout en luttant contre le réchauffement climatique il faut planifier des grands pans de l'économie. Le court-termisme n'est pas de mise. Cette planification doit se décliner à tous les niveaux de l'organisation politique du pays, qu'elle soit nationale, régionale, départementale ou municipale. Ces orientations doivent être définies démocratiquement et répondre aux enjeux des jours heureux.

Une fois décidée, la planification doit reposer sur la création des pôles publics chargés d'impulser et de suivre sur le temps long la mise en place des objectifs définis.

La planification démocratique est inséparable d'une participation citoyenne à l'élaboration et à la mise en œuvre des orientations contenues dans le Plan. Cette participation implique la possibilité pour les citoyens de s'exprimer sur les orientations en débat, de formuler des propositions, d'exercer un contrôle sur leur mise en application, au sein de structures décentralisées au plus près des populations, des territoires concernés. Ces «conventions» décentralisées réuniraient élus locaux et représentants de l'Etat, syndicats de salariés et organisations patronales, scientifiques et représentants du monde associatif. Le croisement de l'expertise scientifique avec l'expérience sociale des représentants du monde du travail et des populations locales constituerait une innovation démocratique de nature à renforcer l'assise de la planification et à assurer le succès de sa réalisation.

Une fois que les besoins ont été définis démocratiquement, il convient d'entreprendre la production des produits nécessaires à la population et à l'économie.

La grande erreur serait d'opposer le monde du travail et l'écologie comme l'affirment politiquement différents mouvements. Au contraire, l'expertise se trouve chez les salariés qui sont au cœur des processus de production, des richesses et des connaissances. Écarter ou même minimiser cette expertise affaiblit les luttes écologiques et favorise une vision patronale des enjeux.

Il est donc primordial de mettre en place des processus démocratiques d'élaboration, de propositions et de contrôle pour les travailleur.es au sein même des entreprises. Les questionnements citoyens « que produire, pourquoi et comment » doivent être au cœur des décisions collectives en lien permanent avec l'écologie.

Le Parti Communiste Français doit s'adresser à la population, et notamment à la jeunesse. Pour organiser une société des jours heureux, **nous n'avons pas le choix: il nous faut engager sans attendre une révolution sociale et écologique.** Une révolution émancipatrice résolument tournée vers la paix entre les peuples, le progrès social, le partage des richesses, dans le respect de l'humanité et de la nature.

La révolution sociale et écologique constitue un axe majeur de la construction du socialisme du 21^{ème} siècle que nous appelons de nos vœux.

Michel Bernier (39), Joël Couvé (31), Asmar Nasser (38), François Simon (38), Stéphane Vasseur(94) .